

**BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR
SESSION 2015**

CULTURE GÉNÉRALE ET EXPRESSION

Ces objets qui nous envahissent : objets cultes, culte des objets

Première partie :

Vous proposerez pour le corpus suivant :

- un titre (qui sera vraisemblablement le thème) 2 pts
- une problématique : 3 pts
- un plan détaillé en deux parties (sous-parties et exemples) 10 pts

Deuxième partie : entraînement à l'écriture personnelle :

- vous proposerez une courte ouverture personnelle rédigée de 3 à 8 lignes (5 pts)

Document n°1

Le journaliste Olivier Pacal-Mousselard rapporte dans une enquête que de nombreux économistes ont prédit la fin du capitalisme, malgré la résistance des hommes politiques. Extrait :

Heureusement , une partie de plus en plus large de la société n'a pas attendu la bénédiction des « experts » pour passer à autre chose : des particuliers, des groupes d'amis, des associations, des entreprises sociales et beaucoup plus largement les jeunes, cette « génération du Millénaire » qui a grandi dans un monde structuré par des réseaux sociaux. Consommatrice, cette génération l'est sans doute. Mais plus intéressée par l'accès aux biens qu'à leur possession, comme le montre un nombre croissant d'études. Un nouveau monde se profile, où « *les jeunes partagent en ligne maisons, vêtements et presque tout le reste [...]* » ; où ils échangent voitures, bicyclettes et transports publics sur l'Internet de la logistique (pensez à Vélib' et à Autolib', puissance mille) ; et où demain, assure Rifkin, ils produiront de l'électricité verte à l'échelle locale, avant de la distribuer sur l'Internet de l'énergie, comme ils échangent des infos sur les réseaux sociaux. Et quel est ce monde ? Précisément celui des « communaux collaboratifs ». Ils attendent la déferlante tranquillement, leur planche de surf aux pieds.

D'autres couches de la population s'y sont mises aussi, du covoiturage à l'échange d'appartements, du jardinage pour autrui (le propriétaire et le jardinier partagent la production) au crédit sans intérêts entre particuliers ou à l'entreprise sociale (qui n'a pas pour objet principal la recherche de profits maximaux). Aux Etats-Unis, ces entreprises emploient déjà 10 millions de personnes, estime Rifkin. Et demain « *la majorité de la population active sera employée dans le secteur non lucratif sur les communaux collaboratifs* ». Sans doute le capitalisme ne s'écroulera-t-il pas en un jour, et ne disparaîtra d'ailleurs pas complètement. Mais si le remplacement du travail des hommes par les machines dans l'industrie manufacturière continue sur sa tendance actuelle, « *l'emploi industriel, qui représentait 163 millions de postes en 2003, n'en comptera probablement que quelques millions en 2040, ce qui marquera la fin du travail industriel dans le monde* ». Et les services ne devraient pas se porter beaucoup mieux. En fait, dans le nouvel horizon d'une planète menacée de surexploitation, c'est tout le travail qui devra être redéfini, la notion de productivisme abandonnée, « *le développement technologique moins axé sur la production effrénée de produits de consommation* », souligne Graeber, et beaucoup plus sur « *les formes de travail que les humains assumeront toujours : les professions axées sur les soins et l'aide envers autrui* ». On aimerait le

décrire dans le détail, ce monde, mais depuis quand, demande Graeber, « *le changement social s'est-il produit sur un plan détaillé ? Ce serait comme affirmer qu'un cercle étroit de visionnaires florentins a conçu à la Renaissance cette chose appelée « capitalisme » , qu'il en a élaboré tous les détails, jusqu'au fonctionnement de la Bourse et des usines, puis qu'il a mis en œuvre un programme pour le concrétiser* ». Une seule chose semble assurée : la société post-capitaliste, rappelle Baschet, « *est une société du temps disponible. Dans le monde capitaliste, le « temps libre » n'est que l'envers du travail, son indispensable complément voué à la consommation [...] ou bien livré à la désespérante vacuité à laquelle condamne le chômage. Dans la société post-capitaliste, le temps disponible n'est pas un reste : il est l'essentiel [...]. On pourrait opposer, au culte marchand de la vitesse et à son impatience constitutive, un éloge de la lenteur et de la patience – vertus assurément indispensables dans un univers fondé sur des rapports coopératifs et sur la construction, pas toujours aisée, de décisions communes* ».

Télérama n°3375 (septembre 2014) Avec leur aimable autorisation

Document n°2



Image libre de droits http://commons.wikimedia.org/wiki/File:V%C3%A9lib_renter_with_puncture.jpg

Document 3

En France, le taux légal de l'intérêt, pendant le cours de ce siècle, n'a pas toujours été réglé sur le taux de la place ¹. En 1720, l'intérêt fut réduit du denier 20 au denier 50, ou de 5 à 2 p. 100. En 1724, il fut porté au denier 30, ou à 3 1/2 p. 100. En 1725, il fut remis au denier 20, ou à 5 p. 100. En 1766, sous l'administration de M. Laverdy, il fut réduit au denier 25, ou à 6 p. 100. L'abbé Terray le porta ensuite à l'ancien taux de 5 p. 100. On suppose que l'objet de la plupart de ces réductions forcées de l'intérêt était d'amener la réduction de l'intérêt des dettes publiques, et ce projet a été quelquefois mis à exécution. La France est peut-être pour le moment un pays moins riche que l'Angleterre; et quoique le taux légal de l'intérêt ait souvent été plus bas en France qu'en Angleterre, le taux de la place a été généralement plus élevé; car là, comme ailleurs, on a beaucoup de moyens faciles et sûrs d'éluder la loi. Des commerçants anglais, qui ont fait le commerce dans les deux pays, m'ont assuré que les profits du négoce étaient plus élevés en France qu'en Angleterre; et c'est là, sans aucun doute, le motif pour lequel beaucoup de sujets anglais emploient de préférence leurs capitaux dans un pays où le commerce est peu considéré, plutôt que de les employer dans leur propre pays où il est en grande estime. Les salaires du travail sont plus bas en France qu'en Angleterre. Quand on passe d'Écosse en Angleterre, la différence que l'on remarque dans l'extérieur et la tenue des gens du peuple des deux pays indique suffisamment la différence de leur condition. Le contraste est encore plus frappant quand on revient de France. La France, quoique indubitablement plus riche que l'Écosse, ne paraît pas avancer d'un pas aussi rapide. C'est une opinion générale, et même vulgaire dans chacun de ces pays, que l'opulence y va en déclinant; opinion mal fondée, à ce que je crois, même à l'égard de la France. Quant à l'Écosse, quiconque l'aura vue il y a vingt ou trente ans et l'observera aujourd'hui, ne supposera jamais assurément qu'elle aille en déclinant.

D'un autre côté, la Hollande est plus riche que l'Angleterre proportionnellement à sa population et à l'étendue de son territoire. Le gouvernement y emprunte à 2 p. 100, et les particuliers qui ont bon crédit, à 3. On dit que les salaires y sont plus élevés qu'en Angleterre, et l'on sait généralement que les Hollandais sont, de tous les peuples de l'Europe, celui qui se contente des moindres bénéfices. Quelques personnes ont prétendu que le commerce déclinait en Hollande, et cela est peut-être vrai de quelques branches particulières. Mais ces symptômes semblent indiquer assez que la décadence n'y est pas générale.

Adam SMITH (1776),

RECHERCHES SUR LA NATURE ET LES CAUSES DE LA RICHESSE DES NATIONS,
extrait du Tome 1, chapitre IX

¹ Voir J.-B. Denisart, Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle, Paris, 1771. Art. Taux des terres, t. III, p. 18.

Dernières projections du FMI

Les pays avancés devraient connaître un rebond salubre de la croissance, dont devraient d'ailleurs profiter les marchés émergents.

(pourcentage de variation)

	2012	2013	Projections		Différence par rapport à octobre 2013	
			2014	2015	2014	2015
Production mondiale	3,1	3,0	3,7	3,9	0,1	0,0
Pays avancés	1,4	1,3	2,2	2,3	0,2	-0,2
États-Unis	2,8	1,9	2,8	3,0	0,2	-0,4
Zone euro	-0,7	-0,4	1,0	1,4	0,1	0,1
Allemagne	0,9	0,5	1,6	1,4	0,2	0,1
France	0,0	0,2	0,9	1,5	0,0	0,0
Italie	-2,5	-1,8	0,6	1,1	-0,1	0,1
Espagne	-1,6	-1,2	0,6	0,8	0,4	0,3
Japon	1,4	1,7	1,7	1,0	0,4	-0,2
Royaume-Uni	0,3	1,7	2,4	2,2	0,6	0,2
Canada	1,7	1,7	2,2	2,4	0,1	-0,1
Autres pays avancés	1,9	2,2	3,0	3,2	-0,1	-0,1
Pays émergents et en développement	4,9	4,7	5,1	5,4	0,0	0,1
Europe centrale et orientale	1,4	2,5	2,8	3,1	0,1	-0,2
Communauté des États indépendants	3,4	2,1	2,6	3,1	-0,8	-0,7
Russie	3,4	1,5	2,0	2,5	-1,0	-1,0
Russie non comprise	3,3	3,5	4,0	4,3	-0,1	-0,1
Asie, pays en développement d'	6,4	6,5	6,7	6,8	0,2	0,2
Chine	7,7	7,7	7,5	7,3	0,3	0,2
Inde ¹	3,2	4,4	5,4	6,4	0,2	0,1
ASEAN-5 ²	6,2	5,0	5,1	5,6	-0,3	0,0
Amérique latine et Caraïbes	3,0	2,6	3,0	3,3	-0,1	-0,2
Brésil	1,0	2,3	2,3	2,8	-0,2	-0,4
Mexique	3,7	1,2	3,0	3,5	0,0	0,0
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	4,1	2,4	3,3	4,8	-0,3	0,7
Afrique subsaharienne	4,8	5,1	6,1	5,8	0,1	0,1
Afrique du Sud	2,5	1,8	2,8	3,3	-0,1	0,0

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, janvier 2014.

¹Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire et la croissance de la production est calculée à partir du PIB aux prix du marché.

²Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.